

Conventions locales de gestion de ressources naturelles dans la région Soudano-Sahélienne du Mali

Introduction

En Afrique de l'Ouest, les ressources naturelles constituent la base de la vie quotidienne des hommes, particulièrement pour les pauvres qui vivent dans le milieu rural. Cependant, en raison de nombreux facteurs, tel que l'augmentation constante de la population, l'accroissement des troupeaux, ces ressources font l'objet d'une pression croissante et par conséquent, ces ressources se dégradent et se raréfient à une telle vitesse que ce serait un truisme que de dire qu'il y a urgence à agir. ILRI dans le cadre du projet Africa RISING travaillent avec les paysans pour améliorer la gestion de ressources naturelles dans leur communauté.



Discussion de groupe avec les paysans dans la communauté de Yorobougoula. Photo: ILRI/Clarisse Umutoni

Objectif

Analyser et documenter les institutions locales de gestion des ressources naturelles dans les sites d'interventions du projet Africa RISING, et identifier leurs forces et faiblesses.

Méthodologie

L'étude a été réalisée dans les districts de Bougouni et de Koutiala, et elle a fait appel à la méthode active de recherche participative (MARP) ainsi qu'à des interviewés individuel pour la collecte d'information.

Quelques résultats

- Les conventions locales existent dans toutes les communautés d'étude, mais le plus souvent de façon informelle. Elles réglementent les ressources naturelles (accès et attribution des terres, produits de cueillette, pêche collective, pâturage, forêts, gestion des conflits, mobilité des animaux, feux de brousse, chasse et gestion de l'

- Le niveau de participation des membres de la communauté est différent en fonction du groupe ethnique, du sexe et de l'âge. Par ailleurs, l'élite locale s'approprie le pouvoir et le devoir d'élaboration des conventions

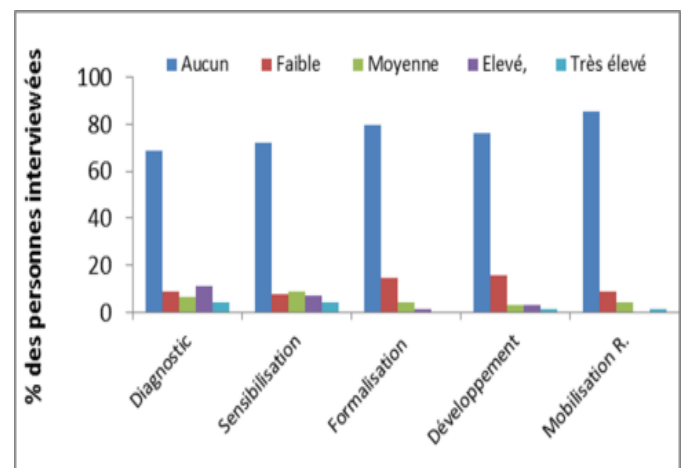
Bénéfices des conventions locales selon les interviewés

- Amélioration de la gestion des ressources naturelles (81% Bougouni, 89% Koutiala)
- Réduction des conflits autour des ressources naturelles : (73% Bougouni, 93% Koutiala)
- Attraction des investissements étrangers pour l'utilisation des ressources naturelles (71% Bougouni, 93% Koutiala).
- Offre d'opportunités pour générer des revenus (22% Bougouni, 69% Koutiala).

Limite des conventions locales

- Manque de formalisation
- Faiblesse des mécanismes de suivi/évaluation.
- Système de représentativité
- Manque de participation de la communauté.

Figure 1: Niveau de participation des interviewés dans le processus d'élaboration des conventions locales dans le district de Koutiala



Conclusions

Conventions locales sont perçues comme un outil permettant de bien gérer les ressources naturelles. Néanmoins, le niveau de participation dans les processus de développement et de mise en œuvre des différentes conventions locales dans les communautés est très faible et reste dominé par les élites locales.

Pour promouvoir la gestion efficace des ressources naturelles, il est nécessaire de faire donc appel à une rupture de ce système de représentativité et de promouvoir la participation des tous les acteurs impliqués pour les négociations décisionnelles de gestion durable de ces ressources naturelles.



*Feux de brousse au Mali : Les feux de brousse constituent un problème majeur pour la gestion des espaces naturels. Les conventions locales permettent à mieux gérer l'incidence de ces feux de brousse.
Photo: ILRI/Clarisse Umutoni*



Le programme de recherche Africa RISING, qui comprend trois projets de recherche pour le développement, est appuyé par l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) en relation avec l'initiative 'Feed the Future' du gouvernement américain.

Au travers de partenariats de recherche et développement, Africa RISING va créer des opportunités pour permettre aux petits exploitants agricoles de se défaire de la faim et de la pauvreté grâce aux systèmes d'intensification durable pour améliorer l'alimentation, la nutrition et la sécurité de revenus, en particulier pour les femmes et les enfants, tout en conservant ou améliorant les ressources naturelles.

Les projets de recherche sont dirigés par l'Institut International d'Agriculture Tropicale (IITA) en Afrique de l'ouest ainsi qu'en Afrique de l'est et australe et par l'Institut International de Recherche sur l'Élevage (ILRI) dans les hauts plateaux éthiopiens. L'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI) mène un projet associé sur le suivi et l'évaluation de l'impact pour le programme.

Préparé par : Clarisse Umutoni (ILRI); Augustine Ayantunde (ILRI); Bougouna Sogoba (AMEDD)

